

"Le plan Marshall a sauvé l'industrie de la laine en comblant son déficit". Il est très vraisemblable que la plupart des industries utilisant des matières premières importées (métaux non ferreux) sont dans la même situation.

On est donc en droit de dire que malgré son extension, le marché de l'exportation reste encore très limité et surtout qu'il est extrêmement fragile.

LES INVESTISSEMENTS D'ETAT - Dans les tableaux publiés plus haut, une chose est frappante au premier regard : l'importance de la part de l'Etat dans le total des dépenses d'investissements: 506 milliards sur 715, soit 70%. Or il est évident que les dépenses d'investissements vont en premier lieu à la grosse industrie (machines, installations d'usines, de centrales électriques, etc..) Ceci est d'autant plus vrai que l'Etat a assuré surtout les investissements dans des branches qui nécessitent l'apport de produits que seule fournit la grosse industrie: charbon, électricité, chemins de fer, etc... c'est-à-dire les industries nationalisées. A cela s'ajoute une partie des 350 milliards du budget de guerre (armes, munitions).

De cette analyse, il ressort que si la crise n'a pas encore pris une grande ampleur, si elle se cantonne encore dans la sphère commerciale et de l'industrie des objets de consommation, c'est non à cause de la force réelle de l'économie française, notamment dans la concurrence internationale, mais à cause des crédits américains et des commandes d'Etat.

CELA PEUT IL CONTINUER LONGTEMPS ?

L'attitude des capitalistes eux-mêmes est significative de leur manque de confiance en une longue période de prospérité. Deux faits méritent d'être relevés.

1°) alors que la production métallurgique et sidérurgique atteint les plus hauts sommets, les cours en bourse de ces industries restent stagnants et la presse économique ne cesse de le signaler.

2°) Les investissements privés, malgré un accroissement de 25% en 1948 restent relativement faibles et éparpillés. Il semble que les 75 milliards d'investissements de l'industrie et du commerce soient tout à fait disproportionnés avec les bénéfices exorbitants que toutes les grosses sociétés ont accumulés.

Cette attitude provient en fin de compte du fait que la structure de l'économie française est restée en gros ce qu'elle était (voir le commentaire du Plan Monnet ci-dessus). Le Plan MONNET qui devait permettre de faire de la France un grand concurrent international grâce au développement et à la modernisation de son équipement n'a en fait pas changé sensiblement la physionomie de son économie. Presque aucun des objectifs nécessaires ne sont réalisés. La productivité du travail reste très basse (environ 5 fois inférieure à celle des U.S.A.). Ce qui a été réalisé l'a été surtout grâce au plan Marshall. La production de charbon a en réalité baissé et ce n'est que l'appoint de la Sarre qui l'a fait progresser. Et même si le plan était réalisé, il manquerait encore 100 milliards de kg-watts heure d'énergie.

Il est tout à fait significatif que dès maintenant les experts sont pessimistes sur les avantages que donnerait même un grand développement de l'équipement. L'exemple frappant est celui du charbon (enquête de Sablior dans "Le Monde")